

**Séance ordinaire du  
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Mustapha MAJDOUL.

**Foncier**  
**Réalisation d'un village d'hébergement temporaire**  
**Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de l'Etat**  
**ou tout tiers substitué**  
**Rue de Bionne (parcelle PM11)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'installation précaire de populations de ressortissants roumains sur le site de Parc 2000, zone à vocation d'activité économique métropolitaine, l'Etat, en collaboration avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, a la volonté de créer un village d'hébergement temporaire permettant à ces populations d'accéder à des conditions d'hébergement décentes jusqu'à ce que soient trouvées des solutions de relogement définitives.

L'Etat a sollicité l'installation temporaire de ce lieu d'hébergement rue de Bionne à l'ouest du territoire communal.

La Ville est aujourd'hui propriétaire d'un terrain cadastré PM 11 d'environ 6492 m<sup>2</sup>, aménagé en 1999 pour accueillir des communautés de gens du voyage et dont l'utilisation s'est terminée depuis 2015.

Le terrain est aujourd'hui libre de toute occupation mais continue de bénéficier de certains aménagements réalisés initialement pour une affectation comparable, notamment en réseaux souterrains.

Le projet viserait à installer environ 28 bungalows puis de confier la gestion sociale du site à une association spécialisée qui aura fait l'objet d'une sélection préalable, à horizon mi-2018.

Dans ce cadre, l'Etat sollicite la possibilité de se voir dès à présent octroyer, directement ou à tout tiers désigné par lui et substitué, toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la bonne fin de l'opération et de pouvoir dérouler toutes les études, sondages et aménagements préalables, accompagné en cela par Montpellier Méditerranée Métropole.

Une fois le projet étudié et arrêté, la Ville sera par la suite sollicitée en vue de formaliser une mise à disposition de ce terrain.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser en tant que de besoin Montpellier Méditerranée Métropole à réaliser les études, sondages et aménagements préalables nécessaires relevant de ses compétences en vue de permettre la réalisation d'un village d'hébergement de populations roumaines précaires sur la parcelle PM 11, propriété de la Ville située rue de Bionne ;
- d'autoriser l'Etat, ou tout tiers substitué et désigné par lui, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur ladite parcelle PM 11 en vue de concrétiser l'opération, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 2 février 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.